Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DES FINANCES ET DES COMPTES PUBLICS

Arrêté du 16 avril 2014 fixant la liste des pièces justificatives pour l'exercice du droit au compte auprès de la Banque de France

NOR : FCPT1405360A

Publics concernés : la Banque de France et les personnes physiques ou morales qui exercent le droit au compte.

Objet : préciser les pièces justificatives qui doivent être fournies à la Banque de France pour l'exercice du droit au compte.

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication au Journal officiel.

Notice explicative : l'article 64 de la loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 de séparation et de régulation des activités bancaires comporte un certain nombre de mesures relatives à l'amélioration du droit au compte, comme prévu dans le plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale adopté lors du comité interministériel de lutte contre les exclusions (CILE) du 21 janvier 2013 : i) obligation pour les établissements de crédit de remettre au demandeur une attestation de refus d'ouverture de compte ; ii) délai de trois jours ouvrés après réception des pièces requises pour l'ouverture d'un compte par l'établissement désigné par la Banque de France ; iii) possibilité de saisine de la Banque de France par le conseil général, la caisse d'allocations familiales, le centre communal ou intercommunal d'action sociale dont le demandeur dépend ou une association familiale, une association de consommateurs ou une association de lutte contre l'exclusion. Cet article précise également que les pièces requises pour l'exercice du droit au compte sont définies par arrêté, alors qu'elles sont actuellement définies dans les instructions internes de la Banque de France. Le présent arrêté est pris en application de cette disposition.

Références : l'article 64 de la loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 de séparation et de régulation des activités bancaires modifie les dispositions de l'article L. 312-1 du code monétaire et financier relatif au droit au compte. Le code monétaire et financier peut être consulté sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).

Le ministre des finances et des comptes publics,

Vu le code monétaire et financier, notamment son article L. 312-1 ;

Vu l'avis du Comité consultatif de la législation et de la réglementation financières en date du 19 mars 2014,

Arrête :

Art. 1^{er}. – Pour l'application de l'article L. 312-1 du code monétaire et financier, sont jointes à la demande d'exercice de droit au compte adressée à la Banque de France les pièces ci-dessous :

I. – Pour une personne physique :

1° La copie recto verso de l'une des pièces d'identité en cours de validité suivantes :

- a) Carte nationale d'identité française ou étrangère ;
- b) Passeport français ou étranger ;
- c) Permis de conduire français ou étranger ;
- d) Carte de combattant délivrée par les autorités françaises ;
- e) Carte d'identité ou carte de circulation délivrée par les autorités militaires françaises ;
- f) Carte de séjour temporaire, carte de résident, carte de ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen ;
- g) Tout autre justificatif d'identité, en cours de validité, délivré par une administration publique, comportant la photographie et la signature du titulaire ;

2° La copie de l'un des justificatifs de domicile au nom du demandeur suivants :

- a) Titre de propriété de la résidence principale ;
- b) Dernier avis d'imposition ou de non-imposition ;

- c) Quittance de loyer de moins de trois mois ;
- d) Facture d'eau, de gaz, d'électricité, d'internet ou de téléphone de moins de trois mois, sur support papier ou dématérialisée imprimée ;
- e) Attestation d'assurance logement de moins de trois mois ;
- f) Livret de circulation en cours de validité ;
- g) Attestation d'élection de domicile établissant le lien avec un organisme d'accueil figurant sur une liste établie par le préfet de département, en cours de validité ;
- h) Attestation sur l'honneur de l'hébergeant indiquant que le déclarant réside à son domicile, pièce d'identité et justificatif de domicile de l'hébergeant de moins de trois mois ;

3° La lettre de refus d'ouverture de compte établie par l'établissement de crédit qui a refusé d'ouvrir un compte de dépôt au demandeur ;

4° Pour les personnes physiques agissant à titre professionnel, un document officiel attestant de leur activité professionnelle :

- a) Extrait K original du registre du commerce de moins de trois mois pour un commerçant ;
- b) Extrait D 1 original du registre des métiers de moins de trois mois pour un artisan ;
- c) Copie du certificat d'identification de l'INSEE de l'année en cours, comportant les numéros d'identification, pour un travailleur indépendant ;
- d) Copie de la carte professionnelle pour une profession libérale ;
- e) Documents spécifiques récents pour les autres professionnels.

Dans certains cas particuliers, notamment pour les demandes d'exercice du droit au compte au nom d'une personne mineure ou d'une personne majeure protégée, des pièces justificatives complémentaires peuvent être demandées par la Banque de France.

II. – Pour une personne morale de droit privé :

1. Pour une société :

- 1° Justificatif d'identité en cours de validité du représentant légal de la société ;
- 2° Extrait K *bis* original de moins de trois mois de la société ;
- 3° Lettre de refus d'ouverture de compte établie par l'établissement de crédit qui a refusé d'ouvrir un compte de dépôt à la société ;

2. Pour une association :

- 1° Justificatif d'identité en cours de validité du représentant légal de l'association ;
- 2° Copie du récépissé de déclaration de l'association à la préfecture ;
- 3° Copie des statuts de l'association et liste des personnes chargées de son administration ;
- 4° Copie de la décision de l'assemblée désignant le demandeur en qualité de représentant de l'association à l'égard des tiers ;
- 5° Lettre de refus d'ouverture de compte établie par l'établissement de crédit qui a refusé d'ouvrir un compte de dépôt à l'association.

Art. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 16 avril 2014.

MICHEL SAPIN